

Les membres de la CEF ont analysé la situation économique, politique et sociale de ce début d'année 2021 et considèrent, comme extrêmement préoccupant, l'ensemble des attaques passées, en cours et futures organisées par le gouvernement et le patronat à l'encontre de l'ensemble du monde du travail. Sous couvert de crise sanitaire interminable, le pouvoir exécutif continue sans vergogne son travail de destruction de notre modèle social tout en arrosant à coups de milliards, les entreprises et principalement celles du CAC 40...

Tous les secteurs d'activité de notre pays sont touchés par cette transformation néolibérale où les actionnaires se gavent pendant que le chômage, la précarité et la misère explosent.

Si Bruno Le Maire annonce de nouvelles mesures de soutien aux entreprises suite à la prolongation du couvre-feu et de l'état d'urgence, en revanche, il en reste toujours aux promesses concernant les jeunes, catégorie très durement touchée par la crise.

Avec 1 000 000 d'emplois perdus en 2020 (selon la banque de France), on voit vite que les promesses patronales d'embaucher 100 000 jeunes ne sont qu'une goutte d'eau pour se donner bonne conscience, d'autant que l'OFCE estime que le différentiel entre création et perte d'emploi sera nul pour 2021.

Dans le même temps, la liste sans fin d'annonces de licenciements s'allonge dramatiquement, transforme des territoires entiers en désert économique et plonge des milliers de familles dans la crainte et l'incertitude du lendemain.

De plus, sur les 93 milliards d'aides annoncées par le gouvernement seulement 4,8 mds concernent les ménages, 13,8 mds sont destinés à la santé et le reste, soit plus de 75 mds, va aux entreprises.

Conscients des difficultés réelles à concilier activité syndicale et contexte sanitaire, les membres de la CEF estiment pour autant nécessaire de s'engager ensemble pour riposter aux attaques globales que nous subissons afin d'y mettre un terme.

Aujourd'hui, nous sommes empêchés de sortir quand nous voulons, d'aller au cinéma, d'aller au resto... nous sommes empêchés de vivre, à contrario, il y a une chose dont le gouvernement ne nous empêchera pas et à laquelle il tentera de nous contraindre, c'est de payer la facture de cette crise !

De cela, nous ne voulons pas et il est grand temps de réagir pour créer un véritable rapport de force !

Notre système de soins a été démantelé pendant des années et des années et le résultat face à la Covid-19 est terrifiant pour les personnels soignants mais aussi par répercussions pour les malades. Le gouvernement est le complice de ce désastre. La situation dans la Protection sociale est également plus qu'inquiétante et le gouvernement va bientôt nous refaire le coup de la dette, pour mieux en finir avec la Sécurité sociale.

Les membres de la CEF décident de rejoindre l'action du jeudi 21 janvier dans la Santé et appellent les syndicats à faire de cette journée, une grande journée de grève et de manifestation pour une Sécurité sociale à 100 % et contre la réforme des retraites.

Le samedi 23 janvier, l'appel des TUI (entreprise numéro un mondial du voyage), à une manifestation nationale pour interdire les licenciements et les suppressions d'emploi retient également toute notre attention dans cette période de multiplication des plans de licenciement.

Il est légitime que nous soyons dans l'action le 23 janvier aux côtés des entreprises en lutte pour l'interdiction des licenciements et contre la réforme de l'assurance chômage.

L'avenir de la jeunesse est menacé, nos jeunes sont sacrifiés, en raison des conditions dans lesquelles ils peuvent poursuivre ou non leurs études et leur scolarité aujourd'hui. Les derniers événements sur la situation des étudiants nous inquiètent fortement tant elle peut conduire certains d'entre eux à commettre l'irréparable.

Il est légitime que nous soyons dans l'action le mardi 26 janvier avec l'éducation pour l'amélioration et la défense de notre école publique et de l'éducation nationale.

EDF a annoncé deux hausses à venir des tarifs de l'électricité en raison du fait de l'augmentation du nombre des impayés...impayés des factures d'électricité des entreprises. De plus, les attaques et réformes s'enchaînent dans les services publics de l'énergie, pilotées par les directions d'EDF et ENGIE soumises aux directives de l'Élysée et au travers du projet Hercule.

Il est légitime que nous soyons dans l'action le jeudi 28 janvier avec l'énergie pour un service public de l'énergie à 100 %

Depuis le 17 novembre dans plus de 150 villes de France des rassemblements dénonçant la fuite en avant répressive et liberticide du gouvernement ont eu lieu, à l'appel d'une coordination large d'associations, de familles de victimes des violences policières et d'organisations syndicales. Des centaines de milliers de manifestants sont déjà descendus dans la rue avec pour seules réponses la volonté de passage en force et une répression accrue.

Le projet de loi sécurité globale comme l'extension du fichage aux opinions politiques, religieuses ou à l'appartenance syndicale démontre la dérive totalitaire de ce gouvernement.

Il est légitime que nous soyons dans l'action les samedi 16 et 30 janvier pour le respect des libertés syndicales et le retrait pure et simple du projet de loi et des trois décrets.

Enfin, dans cette dynamique d'action et de renforcement des luttes, les membres de la CEF appellent à un temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève le jeudi 4 février 2021 pour la défense de l'emploi.

**EMPLOI, SALAIRES, PROTECTION SOCIALE, TOUT EST LIÉ
TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION**